

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 17 janvier 2011 à 20 heures

Présents : FILLET Pierre-Louis, HUSTACHE Pierre, BATHIER David, CHAZOT Gilles, FEUGIER Monique, GONTIER Jean-Louis, CHATELAN Françoise, BLANC Astrid, DROGUE Pierre,

Excusés : FILLET Nadège, ROCHE Jean-Maurice, BONNARD Michèle

Secrétaires de séance, Delphine GREVE

1. ECOLE / CRECHE

✓ Mise en place d'une salle hors sac pour les enfants de maternelle et création d'un poste

Lors du conseil municipal du 13 décembre, la création d'une salle hors sac pour accueillir les enfants de maternelle dans la salle de réunion a été votée à compter du 7 février 2011.

En janvier 2011, les conditions des contrats aidés sont les suivantes : contrat de 20 h hebdomadaire pendant 6 mois minimum, aide de 70 %.

Le contrat se finira donc après la fin de l'année scolaire. Au vu de la situation financière des communes de St Julien en Vercors, les élus décident de suspendre le processus de recrutement et de reporter la mise en place du service de salle hors –sac pour les enfants de maternelle.

2. PERSONNEL COMMUNAL

✓ Convention de conseil en santé, sécurité et conditions de travail du personnel

Le Centre de Gestion de la Drôme propose une nouvelle convention pour accompagner les collectivités dans le domaine de la prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail. La convention est adoptée à l'unanimité.

✓ Convention d'assistance retraite

Pour la période 2011-2013, la Commune confie au Centre de Gestion de la Drôme la totalité du processus transmis à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales (CNRACL).

3. FINANCE / BUDGET

✓ Délibération modificative du budget communal 2010

Il s'agit de rectifier les prévisions budgétaires pour prendre en compte les éléments suivants :

- Fourniture d'entretien : 1 500 €
- Petit équipement : 1 000 €
- Entretien de bâtiment : 2 000 €
- Reliquat de subvention sur les travaux de la crèche : 84 €.

Ces crédits supplémentaires sont équilibrés par une diminution des crédits inscrits en dépenses imprévues.

✓ Plan de financement des projets 2011

Des demandes de financement pour les travaux de réfection du clocher sont parties auprès de divers organismes. Par l'intermédiaire d'Hervé Mariton, une subvention parlementaire de 5 000 euros a été obtenue. Nous sommes en attente du montant exact qui sera versé dans le cadre la dotation cantonale départementale. D'autre part, des contacts sont pris auprès de la Fondation du Patrimoine. Enfin, un dossier sera déposé à la Communauté des Communes dans le cadre de l'opération « Façade ».

4 URBANISME

✓ Conventions CAUE

Suite aux décisions prises lors du dernier conseil, le CAUE fait une nouvelle proposition :

- Réflexion sur le secteur de la Madone (analyse paysagère, principes d'aménagement : voirie, organisation du bâti)
- Traversée du village (mission d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage)

Coût total : adhésion 800 euros + participation 1968 euros pour 12 jours de travail d'un conseiller du CAUE. L'adhésion ouvre droit à 4 journées de travail.

Les élus décident de solliciter l'intervention du CAUE uniquement sur le secteur de la Madone pendant 4 jours.

✓ Carte communale : jugement du Tribunal Administratif

Lors du conseil du 13/12/2010, les élus ont décidé à l'unanimité d'interjeter appel de la décision du tribunal.

Depuis, de nouveaux éléments doivent être pris en compte.

La procédure d'appel devant la cour de Lyon comporte plusieurs gros inconvénients

- Sur un plan financier, l'assistance juridique de la commune, qui nous a défendu gratuitement lors du jugement en 1^{ère} instance, s'est désengagée ; elle nous a indiqué qu'elle ne prendrait pas en charge les frais liés à un éventuel procès en appel : il n'y avait pour elle pas d'arguments valables justifiant un tel recours. Les frais d'avocat auraient été à notre charge et en la matière la facture peut rapidement être élevée (minimum 5 000€).
- En termes de délais ensuite, les élus craignaient qu'un procès en appel puisse durer fort longtemps et que cette procédure bloque toute évolution de la carte communale tant qu'un éventuel procès ne serait pas achevé ; rappelons pour mémoire que le procès en 1^{ère} instance a duré 3 ans ! Pour les propriétaires, la décision de 1^{ère} instance étant exécutoire et l'appel non suspensif, il aurait fallu attendre le terme du procès pour pouvoir éventuellement voir reclassés les terrains.
- Sur le fond, surtout et enfin, nous nous sommes interrogés sur les arguments que nous aurions pu défendre devant une cour d'appel. Un élément doit être signalé : ces jugements ne portent pas sur la situation actuelle mais sur la situation des zones lors de l'entrée en

vigueur de la carte communale, à la fin de l'année 2007. Autrement dit, nous n'aurions nullement pu faire valoir les frais engagés par la commune depuis (constructions de réseaux électriques, téléphoniques...) ; il n'aurait pas été possible non de mettre en avant les constructions nouvelles ou en cours de réalisation.

La décision de ne pas interjeter appel est assortie d'une volonté d'engager l'élaboration d'une nouvelle carte communale dans laquelle nous inclurons à nouveau les terrains déclassés. Cette démarche est beaucoup plus avantageuse :

- Le coût d'une carte communale n'est pas négligeable mais l'argent ainsi investi nous assure un résultat que le procès en appel ne nous assure pas. Nous pourrions faire valoir de manière bien plus approfondie nos arguments en cas de blocage, notamment devant la commission des sites...
- Surtout, nous pourrions mettre en avant la situation actuelle des secteurs avec toutes les réalisations (réseaux, nouvelles constructions...) pour justifier le classement en zone constructible tout en respectant les contraintes de la loi Montagne qui imposent une urbanisation en continuité du bâti existant.

Les élus réfléchissent donc actuellement à l'élaboration d'une nouvelle carte communale et décident de ne pas faire appel de la décision du Tribunal Administratif.

5 EAU

✓ Travaux à prévoir en 2011

Pierre Drogue rappelle qu'en 2010, le réseau d'eau n'a pas nécessité de travaux importants. En 2011, il souhaite faire une vérification de la station de pompage (état des pompes) et installer des compteurs volumétriques à chaque réservoir (exigence de l'Agence de l'Eau).

Les branchements sur le réseau d'assainissement collectif du village étant en grande partie réalisés, un test à la fumée sera réalisé au printemps pour vérifier que les eaux de pluie ne sont pas collectées par le réseau d'eaux usées.

6 DIVERS

✓ Proposition pour l'achat de la licence IV

Brigitte Bellier, propriétaire de la Table de Brigitte à la Chapelle en Vercors, a envoyé une proposition d'achat de la licence IV pour un montant de 3 010 euros. Cette offre étant largement inférieure au coût d'acquisition, les élus refusent cette proposition.

✓ Renouvellement du photocopieur

Gilles Chazot présente les trois propositions reçues pour le renouvellement du photocopieur. Les élus retiennent le contrat de location d'un photocopieur noir et blanc avec option fax de la société Infinity pour une durée de 5 ans.

✓ Fête de St Blaise le 5 février 2011

Après trois réunions avec les associations, aucune association n'est prête à porter le projet surtout au niveau financier. La veillée avec conteur et groupe de musique n'aura donc pas lieu en 2011.

Le comité des fêtes s'essouffle également. Une assemblée générale est prévue le 28 janvier 2011.

7 QUESTIONS DIVERSES

Voirie 2011 : Thierry Gatto de la DDT a chiffré les travaux de réfection de la route des Alberts pour un montant de 35 000 euros. Pierre Drogue le rencontrera pour réduire les travaux à 11 000 euros, ce qui correspond au montant de l'enveloppe subventionnée dans le cadre de la dotation voirie du Département.

Construction M et Mme Bonney : Pierre-Louis Fillet les a rencontrés le 3 janvier 2011. M et Mme Bonney ont fait part des démarches réglementaires entreprises en 2003 en vue de l'installation de leur caravane. Une réponse leur sera apportée suite à l'analyse des services de la DDT.

Fresque de la crèche : le courrier de réponse au bureau de l'association a pris du retard. (voir conseil du 13/12/2010)

Carrefour de la croix : Françoise Chatelan demande à ce que la bordure du carrefour côté sud soit repris en concassé.

Elle remarque que la serrure du local incendie doit être changée.

Façade de la mairie : Jean-Louis Gontier rencontrera l'entreprise BPI le 26 janvier pour établir un devis de réfection de la façade côté ouest et nord. La restauration de la mosaïque située au fronton du bâtiment reste un problème.

Séance levée à 22h30

Prochain conseil le 21 février 2011